



Communiqué

Les programmes d'alimentation scolaire à l'ère de la transformation des systèmes alimentaires

Préambule :

Le 24^e Forum mondial sur la nutrition infantile a été organisé par la Fondation mondiale pour l'alimentation infantile (GCNF), en collaboration avec le Ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA), le Ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT), le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF), la Coalition pour l'alimentation scolaire ainsi qu'International Child Nutrition Japan.

Ce Forum, qui s'est tenu à Osaka, au Japon, en décembre 2024, a rassemblé 408 participants, venus de 82 pays à travers le monde. Parmi eux figuraient des responsables de gouvernements et d'institutions multilatérales, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), des acteurs du secteur privé, des universitaires et des chercheurs. Afin de comprendre et de documenter les opinions, les priorités et les besoins des participants, des questions leur ont été posées chaque jour pour recueillir des informations auprès de deux groupes principaux : 1) les représentants du gouvernement et 2) les partenaires (ONG, secteur privé, universités, autres). Ce document vise à servir de référence stratégique pour sensibiliser et orienter les politiques liées aux programmes d'alimentation scolaire à travers le monde. L'élaboration de ce communiqué a été facilitée par Eric Mitchell, président de l'Alliance contre la faim.

Le point de vue des gouvernements :

Entre 2022 et 2024, la majorité des gouvernements ont constaté une amélioration de la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire.

Certains facteurs empêchent la capacité des gouvernements à maintenir ou à poursuivre l'amélioration de la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire, notamment :

- Une coordination et une collaboration intersectorielles insuffisantes.
- Des financements instables.
- Des infrastructures inadéquates (cuisines, espaces de stockage et moyens de transports adaptés, etc).
- L'alimentation scolaire endogène n'est pas toujours une option en raison de l'offre limitée d'aliments de qualité influencée par plusieurs facteurs :



- Les chocs climatiques, qui entravent la production des denrées nécessaires pour les achats locaux.
- La capacité limitée des acteurs impliqués dans les chaînes d'approvisionnement.
- L'absence de lois, de politiques et de normes nationales favorisant l'intégration des petits exploitants agricoles et des coopératives agricoles dans les programmes d'alimentation scolaire.
- La faiblesse des systèmes de suivi et d'évaluation qui limite la production de données probantes et le suivi des progrès réalisés.
- Une rotation importante des fonctionnaires au sein du gouvernement.
- Un nombre insuffisant de nutritionnistes / diététiciens dédiés aux programmes, indispensables pour garantir des repas équilibrés et nutritifs.

Certains facteurs contribuent à aider les gouvernements à améliorer la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire, notamment :

- Une collaboration et une coordination multisectorielles entre les Ministères de l'Éducation, de l'Agriculture, de la Santé, des Finances et autres afin de garantir une approche globale. Cela peut inclure :
 - La mise en place d'un système intersectoriel de gestion pour le programme d'alimentation scolaire.
 - Une sensibilisation conjointe visant à promouvoir une législation sur l'alimentation scolaire impliquant le parlement et les conseils locaux.
 - Une coordination efficace aux niveaux national, provincial et local.
- Des financements gouvernementaux durables grâce à un budget dédié à l'alimentation scolaire. Cela peut inclure :
 - L'élaboration d'une stratégie nationale de durabilité pour l'alimentation scolaire, accompagnée d'un plan de travail avec des indicateurs de performance.
 - L'identification de flux de financement supplémentaires dédiés à l'alimentation scolaire et intégrés dans les lois relatives à l'éducation et à l'agriculture.
- Le renforcement des capacités et de l'assistance technique pour les acteurs de toute la chaîne de valeur, y compris les petits exploitants agricoles et le personnel des programmes de l'alimentation scolaire. Cela peut inclure :
 - La création de partenariats public-privé tout au long de la chaîne de valeur.
 - La formation des agriculteurs locaux pour améliorer leur capacité de production.

- La participation communautaire impliquant les parents, les enseignants, les superviseurs, les communautés et les agriculteurs pour garantir que le programme réponde aux besoins locaux tout en respectant les traditions.

Les programmes gouvernementaux d'alimentation scolaire contribuent déjà à la transformation des systèmes alimentaires de la manière énoncée ci-après et ces efforts devraient continuer à être soutenus et renforcés :

- Connecter les écoles aux organisations d'agriculteurs voisines par le biais des programmes « De la ferme à l'école », en approvisionnant les écoles avec des produits locaux.
 - Ce modèle assure un approvisionnement constant en aliments locaux tout en offrant des débouchés fiables aux agriculteurs.
 - Pour soutenir cette initiative, les gouvernements centraux peuvent fournir des fonds directement aux écoles pour permettre un approvisionnement local et proposer un financement anticipé aux agriculteurs, les encourageant ainsi à accroître leur production en réponse à une demande garantie.
 - Un autre modèle consiste à impliquer les organisations d'agricultrices, ce qui peut générer des opportunités économiques pour les femmes locales.
 - Ce modèle peut également inciter les agriculteurs à adopter des pratiques plus durables grâce au processus d'appel d'offres, en privilégiant les produits locaux, frais et biologiques pour les écoles.
 - Il est essentiel d'investir dans l'amélioration des infrastructures de transport pour garantir la livraison d'aliments frais.
- Développer des jardins scolaires afin de familiariser les enfants avec des aliments nutritifs et d'accroître la diversité des repas.
- Promouvoir la culture et la cuisine locales et traditionnelles dans les repas scolaires pour aider les élèves à mieux apprécier les aliments locaux nutritifs.
- Encourager l'utilisation de sources alternatives de combustible pour une cuisine plus propre.

Pour que les programmes d'alimentation scolaire gérés par les gouvernements contribuent davantage à la transformation des systèmes alimentaires, les priorités suivantes doivent être mises en oeuvre :

- Augmenter les infrastructures communautaires de transformation pour soutenir la valorisation des aliments produits localement.
- Élaborer des directives de certification pour les produits locaux afin de faciliter leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement.

- Encourager les jeunes entrepreneurs agricoles à devenir des leaders en matière d'alimentation saine et durable.
- Promouvoir l'intégration des fruits et légumes sous-utilisés dans les repas scolaires ainsi que dans les jardins scolaires.
- Soutenir les agriculteurs autochtones et les petits exploitants agricoles en vue d'accroître la productivité locale, notamment pour les cultures résistantes aux effets du changement climatique.
- Impliquer des nutritionnistes dans les salles de classe et intégrer de manière cohérente l'éducation nutritionnelle dans l'ensemble des programmes d'alimentation scolaire.

Les gouvernements identifient les partenaires suivants comme essentiels à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire de haute qualité :

- Une collaboration renforcée avec le secteur privé, notamment avec les agrégateurs, pour développer la transformation locale des aliments.
- Une assistance technique, afin de produire des données probantes et de renforcer les capacités nationales en matière de recherche.

Les gouvernements estiment que d'autres questions méritent une attention particulière au cours de l'année à venir :

- Réaliser une analyse du retour sur investissement de leurs programmes d'alimentation scolaire.
- Réduire le taux de rotation des cuisiniers scolaires en augmentant les salaires et en intégrant une clause de salaire minimum pour ce métier.
- Renforcer la sensibilisation à l'importance de l'inclusion sociale et de l'égalité des genres dans le secteur de l'alimentation scolaire.

Les gouvernements s'engagent à partager le communiqué avec les parties prenantes suivantes et à l'utiliser de la manière suivante :

- Il sera partagé avec :
 - Les ministères concernés, tels que les ministères des Finances, de l'Agriculture, du Genre, de la Protection sociale et de la Santé pour renforcer la sensibilisation.
 - Les partenaires techniques et financiers, les responsables locaux et régionaux, les communautés, les comités de gestion des écoles et les donateurs.



- Il sera utilisé pour stimuler l'intérêt et mobiliser l'engagement conjoint des principales parties prenantes dans la conception et le développement des programmes.
- Il sera également utilisé comme outil de sensibilisation destiné à mettre en lumière la contribution des programmes d'alimentation scolaire à la santé des enfants et à la prospérité économique du pays.

Le point de vue des partenaires (ONG, secteur privé, universités, autres) :

Entre 2022 et 2024, la plupart des partenaires ont observé une augmentation de leurs investissements, en temps et en argent, notamment dans les domaines de l'éducation nutritionnelle, de l'alimentation scolaire endogène et du soutien à l'alphabétisation.

Certains facteurs empêchent les partenaires de soutenir la qualité des programmes d'alimentation scolaire publics, notamment :

- Le manque de budgets suffisants et prévisibles.
- Les rotations fréquentes du personnel et des responsables locaux qui entraînent une stagnation des progrès du programme.
- L'insuffisance des infrastructures essentielles pour soutenir la mise en œuvre des programmes (espaces de stockage, cuisines, accès à l'eau courante, etc.).
- L'impact du changement climatique et les défis liés à l'adoption de pratiques agricoles durables.
- L'absence de nutritionnistes pour assurer la qualité de l'alimentation.

Certains éléments facilitent le soutien des partenaires à la qualité des programmes d'alimentation scolaire gérés par le gouvernement, notamment :

- Un financement prévisible et pluriannuel.
- Une volonté politique démontrée par un soutien financier et budgétaire et un alignement des politiques.
- Une collaboration multisectorielle et ministérielle.
- Une flexibilité accrue de la part des partenaires et des gouvernements, permettant de répondre plus efficacement aux besoins locaux.
- Un renforcement de la production de preuves et de données, mettant en évidence les avantages des programmes d'alimentation scolaire.
- L'implication du secteur privé, apportant des capacités accrues et des innovations pour relever les défis majeurs, notamment ceux liés à l'impact du changement climatique.

Le soutien des partenaires aux programmes d'alimentation scolaire publics contribue déjà à la

transformation des systèmes alimentaires de la manière suivante et ces efforts devraient continuer à être soutenus et renforcés :

- La promotion d'aliments hautement nutritifs, impliquant l'intervention des diététiciens, pour façonner les habitudes alimentaires des enfants qui seront susceptibles de perdurer à l'âge adulte.
- L'inclusion d'aliments traditionnels, nutritifs et respectueux du climat dans les repas scolaires, adaptés aux besoins nutritionnels des écoliers.
- Le développement de jardins scolaires qui incitent les enfants à mobiliser leurs pairs, leurs parents et leurs communautés.
- La formation des principales parties prenantes en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle.
- Le renforcement des capacités des producteurs locaux, afin de garantir l'approvisionnement des programmes d'alimentation scolaire.

Pour que les partenaires soutiennent les programmes d'alimentation scolaire publics et contribuent davantage à la transformation des systèmes alimentaires, les priorités suivantes doivent être mises en avant :

- Encourager l'utilisation des programmes d'alimentation scolaire comme levier pour transformer les exploitations agricoles et promouvoir l'adoption de technologies agricoles améliorées.
- Adopter, lorsque cela est approprié et contextuellement pertinent, des cultures de base plus nutritives, souvent négligées, indigènes ou biofortifiées.
- Soutenir les gouvernements dans la transformation, l'enrichissement et le conditionnement des aliments et fournir une formation et une assistance technique.
- Renforcer les capacités des systèmes locaux d'agrégation et de conditionnement pour aller au-delà des besoins de l'alimentation scolaire, contribuant ainsi à élargir les opportunités d'achats locaux.
- Rendre les aliments nutritifs attractifs grâce à des campagnes de marketing, impliquant des chefs cuisiniers renommés, des recommandations d'influenceurs, des artistes etc.
- Accroître les opportunités d'éducation pour les enfants, les parents et les parties prenantes, afin de mieux faire comprendre l'importance d'une alimentation scolaire nutritive.
- Continuer à renforcer les alliances et les coalitions internationales pour intensifier la mobilisation en faveur d'un soutien accru des gouvernements.
- Expliquer, au travers des mécanismes politiques, en quoi les programmes d'alimentation scolaire représentent une solution accessible et efficace pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires.



Selon les partenaires, plusieurs questions méritent une attention particulière au cours de l'année à venir :

- Le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux en matière de suivi et de gestion des données afin d'améliorer les processus de prise de décision éclairée, notamment par la mise en place ou l'amélioration de systèmes de données centralisés.
- La fixation d'objectifs nationaux clairs pour les repas scolaires (y compris les objectifs nutritionnels).
- L'amélioration de la gouvernance du financement national et la documentation de tous les investissements des partenaires dans le but de disposer d'une vision plus complète des déficits de financement.
- Le traitement de la problématique du travail non rémunéré des femmes (cuisinières et traiteurs en particulier) dans les pays à faible revenu, qui accentue la vulnérabilité des femmes et des filles. Cela pourrait inclure :
 - Le plaidoyer en faveur de politiques sensibles au genre.
 - La mise en place d'un suivi systématique et de recherches sur le travail non rémunéré, son coût et sa contribution aux programmes d'alimentation scolaire.
 - La mobilisation des ministères chargés des questions de genre et d'autres parties prenantes pour garantir des programmes d'alimentation scolaire inclusifs et équitables.
- Veiller à ce que les programmes d'alimentation scolaire atteignent tous les groupes marginalisés.
- Les programmes d'alimentation scolaire doivent être financés par les gouvernements et ne pas dépendre des contributions des communautés vulnérables.
- Reconnaître que l'alimentation scolaire ne se limite pas à fournir des repas. Il faut y inclure d'autres interventions complémentaires pour garantir une approche holistique, notamment l'accès à l'eau potable et l'assainissement, etc.

Les partenaires s'engagent à partager le communiqué avec les parties prenantes suivantes et à l'utiliser de la manière suivante :

- Il servira de référence pour guider les enquêtes et évaluations des programmes d'alimentation scolaire afin d'analyser leurs pertinence, efficacité, résultats et impact, ainsi que pour formuler des recommandations en vue d'améliorations, de mises à l'échelle, d'ajustements programmatiques et d'adaptabilité future.



- Il sera partagé avec les communautés locales par le biais d'ateliers, de publications et de plateformes numériques, afin de renforcer la collaboration.
- Il sera partagé avec d'autres bailleurs de fonds et donateurs et avec les gouvernements nationaux pour promouvoir l'inclusion de politiques nutritionnelles dans l'alimentation scolaire.

Conclusion :

Le 24e Forum mondial sur la nutrition infantile reconnaît les progrès réalisés dans l'amélioration de la qualité des programmes d'alimentation scolaire entre 2022 et 2024, ainsi que leur rôle clé dans la transformation des systèmes alimentaires. Le Forum souligne également l'importance de mettre en place des systèmes plus durables et résilients, capables de fournir des aliments plus nutritifs à nos écoliers, grâce à des approches holistiques axées sur la transformation et la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées dans les programmes d'alimentation scolaire. Les représentants des gouvernements et les partenaires s'engagent à diffuser le communiqué et à prendre des mesures concrètes dans tous les domaines identifiés, conformément aux recommandations formulées.